



INSTRUCTION

N° 04-047-B2 du 20 août 2004

NOR : BUD R 04 00047 J

Texte publié au **Bulletin Officiel de la Comptabilité Publique**

PAIEMENT DES FRAIS DE JUSTICE

ANALYSE

Frais de justice en matière pénale relatifs aux réquisitions adressées
aux opérateurs de télécommunications.

Date d'application : 20/08/2004

MOTS-CLÉS

DÉPENSE ; DÉPENSES PUBLIQUES ; ADMINISTRATION DE L'ÉTAT ;
FRAIS DE JUSTICE ; TÉLÉCOMMUNICATION ; RÉQUISITION

DOCUMENTS À ANNOTER

Instruction spéciale n° 88-015-B2-A6 du 23 septembre 1988

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

| | | | | | | | | | | | | |
|-----|-----|-----|-----|-----|-----|--|--|--|--|--|--|--|
| ACT | RGP | PGT | TPG | DOM | TOM | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | |

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

7^{ème} Sous-direction - Bureau 7B

LISTE DES ANNEXES

| | |
|---|---|
| ANNEXE N° 1 : Note du 18 juin 2004..... | 4 |
| ANNEXE N° 2 : Mémoire de frais de justice (instruction n° 88-15 B2-A6 du 23 septembre 1988) | 8 |

Les trésoriers-payeurs généraux trouveront ci-joint (annexe 1) une note cosignée par le garde des sceaux, ministre de la justice, concernant le paiement des frais de justice se rapportant aux réquisitions adressées aux opérateurs de télécommunication par les juges et les officiers de police judiciaire.

Cette note a pour objet, en ce qui concerne la production des pièces justificatives relatives à ces dépenses, de prendre en considération l'évolution de la réglementation et des pratiques judiciaires.

Il est ainsi précisé que le mémoire de frais de justice peut être revêtu d'une signature électronique pour prendre en compte la faculté ouverte par l'article 1316-4 du code civil d'apposer une signature électronique sur un acte juridique.

Par ailleurs est consacrée la pratique de la transmission des réquisitions par télécopie sans qu'il puisse être exigé confirmation de celle-ci par l'envoi de l'original ou d'une copie de la réquisition.

L'annexe 2 reproduit le modèle de mémoire de frais de justice mentionné par l'article R 222 du code de procédure pénale et auquel fait référence la note (2 - La procédure de paiement).

Il s'agit, sans changement, du modèle de mémoire figurant en annexe (page 41) de l'instruction n° 88-15 B2 A6 du 23 septembre 1988 concernant la réglementation financière et comptable des secrétariats-greffes des juridictions civiles et pénales que la présente instruction annote.

Les difficultés rencontrées dans l'application de la note ci-jointe devront être portées à la connaissance du bureau 7B.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE
POUR LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE
LE SOUS-DIRECTEUR
CHARGÉ DE LA 7^{ÈME} SOUS-DIRECTION

B. SOULIE

ANNEXE N° 1 : Note du 18 juin 2004

R E P U B L I Q U E F R A N C A I S E

Ministère de la Justice**DIRECTION DES SERVICES JUDICIAIRES****Sous-direction de l'organisation judiciaire
et de le programmation***Bureau de la gestion financière et budgétaire
des services judiciaires (AB3)***Sous-direction des greffes***Bureau des greffes (B3)***Paris, le 18 JUIN 2004****Circulaire ☐ - Note ☒****Date d'application :****Réponse à l'administration centrale
avant le :****Secrétariat d'Etat au Budget et à la Réforme Budgétaire****DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE****7^{ème} sous-direction****Bureau 7B****Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice****Le Secrétaire d'Etat au Budget et à la Réforme Budgétaire****à****Monsieur le Premier Président de la Cour de Cassation****Monsieur le Procureur Général de ladite cour****Mesdames et Messieurs les Premiers Présidents des cours d'appel
Mesdames et Messieurs les Procureurs Généraux près lesdites cours
(Métropole et Outre-mer)****Monsieur le Directeur de l'Ecole nationale de la magistrature****Monsieur le Directeur de l'Ecole nationale des greffes****Madame la Payeuse Générale du Trésor****Mesdames et Messieurs les Trésoriers-Payeurs Généraux**Numéro de note : **SJ.04-163-JUSTICE-BUDGET/18.06.04.**

Référence de classement :

Mots clés :

Titre détaillé : **Frais de justice en matière pénale - Frais relatifs aux réquisitions adressées aux opérateurs de
Télécommunication. Pièces justificatives de la dépense.**

Texte(s) source(s) :

Texte(s) abrogé(s) :

Texte(s) modifié(s) :

Publication : non ☐ si oui : B.O. " ☒ J.O. " ☐ INTERNET " ☐INTRANET - permanente ☒ - temporaire jusqu'au ☐**Modalités de diffusion****Diffusion assurée par la direction des services judiciaires
aux chefs de la Cour de Cassation, aux chefs des cours d'appel en un exemplaire chacun**

Pièce(s) jointe(s) :

ANNEXE N° 1 (suite)

R E P U B L I Q U E F R A N C A I S E

Ministère de la Justice

Paris, le 18 JUIN 2004

DIRECTION DES SERVICES JUDICIAIRES**Sous-direction de l'organisation judiciaire
et de le programmation***Bureau de la gestion financière et budgétaire
des services judiciaires (AB3) •***Sous-direction des greffes***Bureau des greffes (B3)***Secrétariat d'Etat au Budget et à la Réforme Budgétaire****DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE***7^{ème} sous-direction**Bureau 7B***Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice****Le Secrétaire d'Etat au Budget et à la Réforme Budgétaire**

à

Monsieur le Premier Président de la Cour de Cassation**Monsieur le Procureur Général de ladite cour****Mesdames et Messieurs les Premiers Présidents des cours d'appel
Mesdames et Messieurs les Procureurs Généraux près lesdites cours
(Métropole et Outre-mer)****Monsieur le Directeur de l'Ecole nationale des greffes****Madame la Payeuse Générale du Trésor****Mesdames et Messieurs les Trésoriers-Payeurs Généraux**

OBJET : Frais de justice en matière pénale - Frais relatifs aux réquisitions adressées aux opérateurs de télécommunication.
Pièces justificatives de la dépense.

La dépense relative aux réquisitions adressées aux opérateurs de télécommunication connaît une forte augmentation sur les dernières années (+37% pour l'opérateur France Télécom et +82% pour les autres opérateurs entre 2002 et 2003) conséquence de la forte croissance du volume des réquisitions dans ce domaine. Par un effet mécanique, les juridictions doivent traiter des flux de mémoires de frais de plus en plus importants.

Dans le cadre d'une réflexion menée par le Ministre de la Justice et le Secrétaire d'Etat au budget et à la réforme budgétaire et afin de répondre à l'attente exprimée par de nombreuses juridictions, la présente note a pour objet de clarifier la liste et la nature des pièces que doit produire le prestataire à l'appui de sa demande de paiement.

ANNEXE N° 1 (suite)

Par ailleurs, elle précise les modalités de saisine de l'opérateur.

1. L'ENVOI DES REQUISITIONS AUX OPÉRATEURS :

La saisine de l'opérateur sera effectuée par une réquisition qui lui sera adressée par télécopie exclusivement. Cette modalité qui correspond à une pratique déjà généralisée ne doit en aucun cas être suivie de l'envoi de l'original de la réquisition ou d'une copie, ceci afin d'éviter une double exécution ou une double facturation par l'opérateur. Des instructions précises en ce sens devront être données aux officiers de police judiciaire.

A cet égard, il convient de rappeler que la réquisition doit comporter notamment les mentions suivantes :

- la date de la décision d'engagement de la dépense
- les nom et qualité de l'autorité requérante (nom du juge mandant ou de l'officier de police judiciaire),
- la référence et la nature de l'affaire (numéro du parquet ou du procès-verbal de police ou de gendarmerie),

Cette nécessité devra être rappelée aux officiers de police judiciaire prescripteurs.

2. LA PROCEDURE DE PAIEMENT :

Elle est prévue par les articles R.222 et suivants du code de procédure pénale. La circulaire du 13 septembre 1988 portant application du décret n° 88-600 du 6 mai 1988 vise la production de trois documents :

- **la réquisition** qui est une décision engageant la dépense,
- **la facture** doit faire apparaître les références de la réquisition, l'intitulé de la prestation et un décompte détaillé du montant des prestations fournies (*il n'est pas obligatoire que la facture soit signée*).
- **le mémoire de frais de justice** prévu par l'article R.222 du code de procédure pénale dûment complété ; il doit être conforme au modèle joint en annexe. Le prestataire doit reporter obligatoirement le numéro de la facture sur le mémoire.

La signature dudit mémoire peut être électronique telle que définie par la loi n° 2000-230 du 13 mars 2000 portant adaptation du droit de la preuve aux technologies de l'information et relative à la signature électronique et le décret n° 2001-272 du 30 mars 2001 pris pour l'application de l'article 1316-4 du code civil et relatif à la signature électronique. Il détermine les conditions pour que les procédés de signature puissent être considérés comme sécurisés et bénéficier de la fiabilité.

ANNEXE N° 1 (suite et fin)

3. LES CONTROLES EFFECTUES PAR LA JURIDICTION

Au-delà des contrôles prévus par la circulaire du 13 septembre 1988 précitée, j'appelle votre attention sur les points suivants :

Un **contrôle de la cohérence des trois documents** doit être effectué ; en particulier, la nature de la prestation facturée doit être conforme à la prestation demandée dans la réquisition et le cas échéant la durée facturée doit correspondre à la durée portée sur la ou les réquisitions.

S'agissant de la procédure de certification ou de taxation, celle-ci reste inchangée.

Je vous saurais gré de bien vouloir diffuser ces instructions aux chefs de greffe et aux régisseurs des cours d'appel, aux coordonnateurs des services administratifs régionaux ainsi qu'aux chefs de juridiction, chefs de greffe et régisseurs des tribunaux de grande instance.

Le Directeur général de la Comptabilité Publique,

Le Directeur des services judiciaires,

Le Sous-Directeur
Chargé de la Sous-Direction

Bruno SOULIE

Patrice DAVOST

ANNEXE N° 2 : Mémoire de frais de justice (instruction n° 88-15 B2-A6 du 23 septembre 1988)

Cachet de la juridiction

MÉMOIRE OU ÉTAT

des sommes dues à M. _____

demeurant _____

| REFERENCES ET NATURE DE L'AFFAIRE | | NOM ET QUALITE DE L'AUTORITE REQUERANTE | | | |
|---|--|---|------|---------|------------------|
| Nature et date de la décision d'engagement de la dépense : | | | | | |
| Références des textes permettant l'avance par le Trésor : | | | | | |
| Nature des opérations | | Dates des opérations | | | |
| DETAIL DES HONORAIRES ET FRAIS | | NOMBRE | PRIX | MONTANT | OBSERVATIONS (5) |
| Honoraires ou indemnités (1) | | | | | |
| Déboursés (2) | | | | | |
| Mode de transport utilisé (3) | | | | | |
| Puissance fiscale du véhicule (4) | | | | | |
| Lieu et kilomètres parcourus | | | | | |
| Grade, groupe, emploi ou indice (4) | | | | | |
| Indemnités de séjour et dates | | | | | |
| Nombre de kms déjà parcourus (4) | | | | | |
| TOTAL | | | | | |
| <p><i>Je soussigné atteste sur l'honneur ne bénéficier à aucun titre que ce soit d'avantages de tarifs et certifie sincère et véritable le présent mémoire établi en un exemplaire unique arrêté à la somme de (en toutes lettres) :</i></p> <p><i>et en demande le règlement par virement ^{postal} _{bancaire} au compte suivant :</i></p> <p>Nom _____</p> <p>CCP n° _____ Centre _____</p> <p>Compte bancaire n° _____ Banque _____</p> <p>Nom et adresse de l'agence bancaire : _____</p> <p>Fait le : _____</p> <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; width: 30%;"> Pour acquit le _____ Signature _____ </div> <div style="width: 60%;"> Signature _____ </div> </div> | | | | | |

(1) Pour les indemnités se reporter aux articles R 112, R 129 et R 140 du Code de procédure pénale, joindre le cas échéant les justifications.

(2) Joindre les justifications.

(3) Joindre le cas échéant les justifications.

(4) Le cas échéant.

(5) Pour les expertises, références de l'accord préalable obtenu en application de l'article R 107 du Code de procédure pénale.

Imp. Adm. - V. n° 88-15 B2-A6

ANNEXE N° 2 (suite et fin)

| CERTIFICATION |
|--|
| <p>Nous, Greffier, après avoir vérifié la réalité de la dette <input type="checkbox"/> et procédé aux redressements nécessaires certifions le montant du présent mémoire à la somme de (en toutes lettres) :</p> <p><input type="checkbox"/> (1) Attendu que l'action publique n'a pas été mise en mouvement par une constitution de partie civile</p> <p><input type="checkbox"/> (1) Attendu que l'action publique a été mise en mouvement par une constitution de partie civile mais que</p> <p style="margin-left: 20px;"> <input type="checkbox"/> la partie civile a obtenu le bénéfice de l'aide judiciaire <input type="checkbox"/> la partie civile n'a pas consigné de somme en raison de l'insuffisance de ses ressources <input type="checkbox"/> la partie civile a consigné une somme insuffisante et qu'il n'a pas été demandé de consignation supplémentaire. </p> <p>cette somme sera payée comme frais de justice criminelle, correctionnelle et de police conformément aux dispositions des articles R 222 à R 235 du Code de procédure pénale.</p> <p style="text-align: right;">Le _____ Signature,</p> |
| RÉQUISITOIRE |
| <p>Nous</p> <p>Vu les articles R 91 et suivants du Code de procédure pénale, requérons que le présent mémoire soit taxé</p> <p style="margin-left: 20px;"> <input type="checkbox"/> conformément à la demande ci-contre <input type="checkbox"/> à la somme de (en toutes lettres) : </p> <p style="text-align: right;">Le _____ Signature,</p> |
| ORDONNANCE DE TAXE |
| <p>Nous</p> <p>Taxons le présent mémoire à la somme de (en toutes lettres) :</p> <p><input type="checkbox"/> (1) Attendu que l'action publique n'a pas été mise en mouvement par une constitution de partie civile</p> <p><input type="checkbox"/> (1) Attendu que l'action publique a été mise en mouvement par une constitution de partie civile mais que</p> <p style="margin-left: 20px;"> <input type="checkbox"/> la partie civile a obtenu le bénéfice de l'aide judiciaire <input type="checkbox"/> la partie civile n'a pas consigné de somme en raison de l'insuffisance des ressources <input type="checkbox"/> la partie civile a consigné une somme insuffisante et qu'il n'a pas été demandé de consignation supplémentaire </p> <p>Ordonnons que ladite somme sera payée comme frais de justice criminelle, correctionnelle et de police conformément aux dispositions des articles R 222 à R 235 du Code de procédure pénale</p> <p style="text-align: right;">Le _____ Signature,</p> |
| PRISE EN CHARGE |
| <p>Nous, Greffier, attestons que le présent mémoire ne peut faire ou n'a fait l'objet d'aucun recours et a été pris en charge</p> <p style="text-align: right;">Le _____ Signature,</p> |

(1) Mentions à rayer s'il s'agit de frais visés aux articles R 93 et R 241 du Code de procédure pénale.

Directeur de la publication :
Jean BASSERES

ISSN : 0984 9114